

COMMISSION PERMANENTE
Séance du 07 juillet 2020

**CONVENTION DE MISE À
DISPOSITION DU GYMNASÉ
DÉPARTEMENTAL**

**COMMUNE DE SAINT-ANTONIN
NOBLE VAL**

A N N E X E S

Le Président,

Christian ASTRUC

ANNEXE 1

ÉQUIPEMENT MIS À DISPOSITION

ÉQUIPEMENTS SPORTIFS UTILISÉS PAR LES COLLÉGIENS

COLLEGES	STRUCTURES	TYPE D'ÉQUIPEMENTS		ADRESSE D'ACCÈS	PROPRIÉTAIRE
		Salle multi-sports avec une aire d'évolution pour les sports collectifs	BB : 6 buts muraux fixes + 1 paire de but relevable en charpente HB : 1 paire de but avec filets		
			A l'étage : Salle spécialisée pour les sports d'expression et la gymnastique au sol		
			Structure Artificielle d'Escalade (SAE) sur un mur pignon		
Pierre BAYROU St Antonin Noble Val	Gymnase 44x24 Hall d'entrée - 2 Vestiaires-douches collectives, sanitaires - Tribunes de 250 places - Buvette - Bureau - Infirmerie - 2 locaux de rangement - 1 local technique + 1 local prof. / Arbitre + bureau			Avenue d'Aquitaine À proximité du collège	CD 82

ANNEXE 2

TABLEAU DE DÉTERMINATION DES COÛTS D'UTILISATION (définis pour l'année 2019-2020) PAR PROPRIÉTAIRE ET PAR TYPE DE STRUCTURE (Délibération CD du 28 juin 2017)

ANNEXE 3

TABLEAU DE RÉPARTITION DU COÛT D'UTILISATION COMMUNE/CD POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2019-2020

Utilisation des équipements sportifs du CD par la Ville (associations et clubs sportifs)

Infrastructure	Équipements	Propriété	catégorie	Utilisation en heures				coût d'utilisation CD 82
				Ville (Assos)	Cdép	Total	coût d'utilisation Heure	
Gymnase 44x24 Hall d'entrée - 2 Vestiaires-douches collectives - sanitaires - Tribunes de 250 places - Bureau - Infirmerie - 2 locaux de rangement - 1 local technique + 1 local prof. / Arbitre + bureau	Salle multi-sports avec une aire d'évolution pour les sports collectifs	Cdép	Salle de pratiques collectives	1 942,50	700	2 643	7,10 €	4 970,00 €
	A l'étage : Salle spécialisée pour les sports d'expression et la gymnase au sol	Cdép	Salle de pratiques collectives	1 637,25	250	1 887	7,10 €	1 775,00 €
	Structure Artificielle d'Escalade (SAE) sur un mur pignon	Cdép	Autre équipement	832,50	140	973	7,10 €	994,00 €

Total utilisation du par le Conseil départemental

4 412,25	1 090	5 502	7,10 €	7 739,00 €
----------	-------	-------	--------	------------



Total dû par le Conseil Départemental

7 739,00 €

Utilisation des équipements sportifs de la Ville par le Conseil Départemental (collégiens)

Terrains de sports	Équipements	Propriété	catégorie	Utilisation en heures			coût d'utilisation CD 82
				Ville (Assos)	Cdép	Total	
Stade municipal « Jean Gamacho »	Terrain mixte football et rugby	VILLE	Terrain de grands jeux	0	81	81	818,10 €

Total utilisation du par le Conseil départemental

0	81	81	10,10 €	818,10 €
---	----	----	---------	----------



Total dû par le Conseil Départemental

818,10 €



Synthèse générale

Coût d'utilisation des équipements département par la ville

Coût d'utilisation des équipements ville par le département

=

Total dû par le Conseil Départemental

0,00 €	8 557,10 €
--------	------------

8 557,10 €

Envoyé en préfecture le 07/08/2020
Reçu en préfecture le 07/08/2020
Affiché le 07/08/2020
ID : 082-228200010-20200707-CP2020_07_16-DE

510x

Envoyé en préfecture le 07/08/2020

Reçu en préfecture le 07/08/2020

Affiché le 07/08/2020

SLO

ID : 082-228200010-20200707-CP2020_07_16-DE

ANNEXE 4

ATTESTATION D'ASSURANCE 2020 DE LA COLLECTIVITÉ PROPRIÉTAIRE

MONSIEUR LE PRÉSIDENT
CONSEIL DEPARTEMENT DU TARN ET GARONNE
HOTEL DU DEPARTEMENT
100 BOULEVARD HUBERT GOUZE
BP 783
82013 MONTAUBAN CEDEX

Attestation d'assurance Propriétaire

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

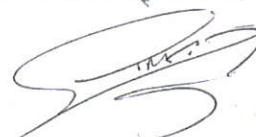
> **Assuré** : 058175/J - CONSEIL DEPARTEMENT DU TARN ET GARONNE - 100 BOULEVARD HUBERT GOUZE - BP 783 - 82013 MONTAUBAN CEDEX

Au titre du contrat Dommages aux biens N° 3032-0001, SMACL Assurances certifie garantir, dans les conditions et limites fixées aux dispositions contractuelles, le bâtiment désigné ci-après :

- GYMNASÉ - PLACE DES CORDELIERS - 82140 ST ANTONIN NOBLE VAL

Pour rappel, la présente attestation ne peut engager SMACL Assurances au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère. Elle ne saurait présenter un caractère exhaustif.

Niort, le 20 janvier 2020
Pour SMACL Assurances,



Grégory GIRAUD

Directeur Marchés

ANNEXE 5

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'INFRASTRUCTURE COUVERTE, DE LA COLLECTIVITÉ PROPRIÉTAIRE

ET

RÈGLEMENT D'UTILISATION DES STRUCTURES ARTIFICIELLES D'ESCALADE



TARN-ET-GARONNE
LE DÉPARTEMENT.fr

**Pôle savoirs et animation
des territoires**

**Direction de l'animation sportive
et jeunesse**

Envoyé en préfecture le 07/08/2020
Reçu en préfecture le 07/08/2020
Affiché le 07/08/2020
ID : 082-228200010-20200707-CP2020_07_16-DE

ANNEXE 3

n° 02/2019

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE INFRASTRUCTURES SPORTIVES COUVERTES DU DÉPARTEMENT

œ œ

VU la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives modifiée par la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2 et suivants

CONSIDERANT que le Conseil départemental, propriétaire, met à disposition des clubs sportifs et groupes scolaires des installations strictement réservées à la pratique du sport ;

CONSIDERANT que le respect des installations, du matériel nécessite le rappel de quelques règles élémentaires de discipline, d'hygiène et de sécurité ;

TITRE I : GENERALITES

Le présent règlement a pour objet :

- d'une part de fixer un cadre de référence qui, mis en application, permet de favoriser l'accès des équipements sportifs du département, au plus grand nombre ;
- et d'autre part d'en préciser les conditions au regard des contingences de sécurité, d'horaire, d'hygiène, de disponibilité et de réguler les modalités d'accès.

Article 1 – Seuls les clubs sportifs et groupes scolaires ayant obtenu une autorisation peuvent avoir accès aux gymnases et salles sportives départementaux.

Article 2 – Les installations sportives sont ouvertes de 8 h à 23 h pour les entraînements et 24 h pour les compétitions officielles déclarées par les organisateurs. De 8 h à 17 h, celles-ci sont exclusivement réservées aux groupes scolaires. De 17 h à 22 h, elles sont réservées aux activités associatives.

Ces horaires d'ouverture peuvent être modifiés en fonction des conditions climatiques, des manifestations. Dans ce cas, les responsables des groupes habituellement utilisateurs en seront informés.

Article 3 – La surveillance des installations sportives est confiée à des employés municipaux. Les usagers devront impérativement respecter ce règlement, en particulier concernant les horaires de fermeture et les consignes données par les agents municipaux.

TITRE II : UTILISATION DES GYMNASES

Le présent règlement fixe certaines obligations impératives ainsi que les modalités d'utilisation des équipements sportifs, qui se feront dans les conditions ci-après :

- Toute association souhaitant bénéficier de créneaux d'utilisation d'un gymnase doit en établir la demande auprès du service des sports de la Mairie. Au mois de juin de chaque année, les plannings annuels des installations sportives seront établis. Un planning d'utilisation sera affiché à l'entrée de chaque établissement.
- L'utilisateur pénétrant dans l'équipement sportif doit en avoir pris connaissance et s'engage à s'y conformer. En cas de non-observation du présent règlement, l'utilisateur ou l'organisme peut voir sa responsabilité engagée.
- Les « bénéficiaires » de la mise à disposition de l'installation sont tenus de respecter les plages horaires définies par la mairie. Celles-ci sont renouvelables annuellement. Ils doivent respecter strictement le calendrier des attributions en fonction de la nature des activités pour lesquelles l'autorisation leur a été accordée.
- Il convient enfin de rappeler que la sous-location est formellement interdite et qu'à ce titre les utilisateurs ne peuvent céder leurs créneaux, même ponctuellement, à une tierce association.

Article 1 – ENCADREMENT

Aucun équipement sportif ne pourra être utilisé sans la présence d'un professeur E.P.S., ou pour les clubs sportifs, d'un responsable d'équipe, de section désigné par le président de chacun d'eux.

Les différents responsables devront prendre connaissance des consignes générales de sécurité, du lieu de l'infirmerie avec téléphone d'urgence, des issues de secours, des itinéraires d'évacuation, des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés, bornes à incendie...), des consignes particulières et s'engager à les respecter.

Les responsables des différents clubs sportifs ou groupes d'utilisateurs sont tenus de s'assurer du respect des consignes lors de chaque séance. Le non-respect des termes du présent règlement donnera le droit au propriétaire, sur simple mise en demeure restée sans effet, d'interdire l'accès aux installations.

En début de chaque année scolaire, les établissements scolaires devront fournir l'identité des professeurs d'éducation physique et sportive. Les clubs sportifs de la commune devront faire connaître l'identité du ou des responsable(s) de chaque entraînement.

Il est rappelé que nul ne peut donner de leçons particulières d'éducation physique ou d'initiation sportive, sans autorisation.

Article 2 – SÉCURITÉ ET UTILISATION DU MATÉRIEL SPORTIF ENTREPOSÉ DANS LES GYMNASES

Le montage et le démontage du matériel ordinaire de sport fourni par le département pour la pratique sportive seront assurés par l'utilisateur et sous sa responsabilité. Il devra en avoir étudié les caractéristiques techniques de fonctionnement.

Avant toute utilisation, il devra s'assurer du bon état de fonctionnement des équipements et matériels mis à sa disposition. En cas de dysfonctionnement, il devra avertir la Direction de l'animation sportive et jeunesse au Conseil départemental dans les meilleurs délais.

Il est rappelé que le déplacement et l'utilisation de certains matériels sont soumis à des normes qu'il convient de respecter (exemple : réglementation sur les buts mobiles – décret n° 96-495 du 4 juin 1996).

Pour des raisons de sécurité, il est interdit de se suspendre aux montants des panneaux de basket, ou des cages de buts de handball ou tout autre équipement non prévu à cet effet. Concernant les structures artificielles d'escalade (SAE), sans autorisation et sans surveillance d'un encadrant, l'accès au mur est strictement interdit. Les consignes de sécurité de pratique, données en début de séance par l'instructeur, doivent être scrupuleusement appliquées.

L'utilisation, l'entretien et le contrôle des équipements et matériel entreposés dans l'enceinte sportive appartenant aux établissements scolaires, s'effectueront sous leur responsabilité.

Ils devront être rangés après chaque usage et ne devront en aucun cas être utilisés par les autres bénéficiaires de créneaux (clubs sportifs, associations).

Il est strictement interdit d'emprunter du matériel figurant à l'inventaire de l'installation sportive, sauf sur autorisation exceptionnelle accordée par les responsables départementaux.

En cas de météorologie orageuse, il est expressément demandé aux personnes responsables et à l'encadrement sportif de suspendre les douches et d'en interdire l'accès afin d'éviter un foudroiement indirect par l'eau.

Article 3 – TENUE, HYGIÈNE, RESPECT DU MATÉRIEL ET D'AUTRUI

Les utilisateurs doivent être munis d'une tenue appropriée et adaptée à la discipline sportive et à la spécificité de l'équipement. Les utilisateurs devront notamment évoluer avec des chaussures adaptées aux pratiques sportives concernées, différentes de celles avec lesquelles ils sont entrés dans l'équipement car le revêtement des salles est strictement interdit aux chaussures de ville

Cas particulier pour les gymnases ayant une structure artificielle d'escalade (SAE) :

Tout utilisateur doit veiller à grimper avec des chaussons d'escalade propres. Pour des raisons d'hygiène et de sécurité, il est interdit de grimper pieds nus ou avec des chaussures de ville. Respecter les consignes de sécurité données par les encadrants de la pratique. Tous les

utilisateurs participent aux opérations de rangement en fin de séance : rangement des cordes dans les seaux, rangement du matériel... (voir règlement d'utilisation joint).

Il est interdit de pénétrer en état d'ivresse, avec des chiens ou tous autres animaux, même tenus en laisse ou dans les bras, dans les enceintes sportives. Les photographies des usagers et des locaux ne pourront se faire sans accord préalable.

Il est rappelé qu'il est strictement interdit de fumer dans les enceintes des établissements publics.

Les installations devront être utilisées de manière à garantir le respect du matériel. De même, il leur est interdit de frapper les balles et les ballons sur les murs de façon intentionnelle. Une attention devra être apportée sur le fait que les mains encollées par nécessité sportive ne devront pas être essuyées contre les murs et les sols.

Les installations devront être utilisées de manière à ne pas troubler d'une manière quelconque l'ordre public et notamment, il est rappelé qu'il est interdit de se tenir debout sur les sièges, d'enjambrer les balustrades, de cracher, de lancer des projectiles, etc.

Les utilisateurs de salles avec tapis de sol ou tatamis de judo doivent impérativement se déchausser.

D'une manière plus générale, tout utilisateur devra adopter un comportement ne portant pas atteinte au respect d'autrui, de l'équipement, et aux règles élémentaires d'hygiène et de sécurité.

Les utilisateurs sont priés de laisser les équipements en état d'utilisation.

TITRE III : MANIFESTATION, COMPETITION

Article 1 – AUTORISATIONS

Les organisateurs de manifestations sportives, s'engagent à solliciter auprès des administrations et organismes habilités toutes autorisations exigées par les textes en vigueur. La mairie est tenu de transmettre le planning annuel de réservation à la Direction de l'animation sportive et jeunesse au Conseil départemental.

Article 2 – BUVETTES

L'ouverture même temporaire d'un débit de boissons est subordonnée à une autorisation des services municipaux concernés (demande à adresser au Service de l'État Civil au minimum un mois à l'avance).

Il est rappelé que les bouteilles et contenants en verre sont prohibés.

L'utilisation d'appareils destinés à la confection ou au réchauffage de nourriture est absolument INTERDITE à l'intérieur des installations sportives couvertes.

Article 3 – PUBLICITÉ

La publicité permanente est interdite sans autorisation dans les enceintes sportives et aux abords immédiats de celles-ci. La publicité temporaire à l'intérieur sera autorisée pendant les

compétitions officielles, dans le respect des limites apportées par la loi EVIN et sans atteinte au respect des bonnes mœurs.

Article 4 – SÉCURITÉ

Il ne pourra être vendu ou distribué un nombre de billets supérieur à celui des places contenues dans la salle et autorisé par la Commission de Sécurité.

Les responsables locaux devront s'assurer de l'application du présent règlement par les équipes opposées lors des diverses compétitions, du contrôle des entrées et sorties des participants, ainsi que du respect des règles de sécurité.

Le Conseil départemental se réserve le droit d'interdire une manifestation même annoncée au public en cas de vice constaté dans les dispositifs et conditions de sécurité.

Le public n'est autorisé à utiliser que les voies d'accès aux emplacements qui lui sont réservés (tribunes, gradins).

Tous les véhicules utiliseront les parkings extérieurs. Aucun véhicule à l'exception de ceux de secours ou de services ne pénétreront dans l'enceinte des installations, sauf autorisation dans le cadre d'une installation spécifique de matériel (livraison, dépôt de matériel par les services techniques municipaux).

Les organisateurs devront veiller à ce que les issues et accès de secours soient libres.

La mise en place des équipements et matériel spéciaux est effectuée par des personnes compétentes après accord préalable et en tout état de cause, sous la surveillance de l'administration communale.

Les organisateurs sont priés de veiller à ce que tous les participants quittent les lieux à la fin de la manifestation.

Ils sont, en outre, invités à remettre la structure dans un état « normal » dès le départ des participants notamment en ce qui concerne la sécurité.

TITRE IV : SANCTIONS – RESPONSABILITES

Article 1 – SANCTIONS

Tous les utilisateurs devront respecter le présent règlement. Les responsables de groupes ou les professeurs chargés de l'encadrement des scolaires doivent veiller au respect de ces règles au sein de leur groupe.

En cas de manquement constaté dans l'application de ce règlement, le groupe mis en cause s'exposera aux sanctions suivantes :

- 1^{er} avertissement oral ;
- 2^{ème} avertissement écrit ;
- 3^{ème} avertissement écrit : suspension temporaire du droit d'utilisation de la salle ;
- 4^{ème} avertissement écrit : suspension définitive du droit d'utilisation de la salle, le créneau libéré pouvant à partir de ce moment être réaffecté à un autre utilisateur.

Article 2 – RESPONSABILITÉS

Le Conseil départemental est déchargée de toute responsabilité pour les accidents corporels pouvant résulter d'une utilisation des installations non conformes à la réglementation en vigueur.

Il prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendies de l'immeuble et du matériel qui lui appartient ;
- Dégâts des eaux et bris de glaces ;
- Foudre, explosions ;
- Dommages électriques ;
- Tempête, grêle ;
- Vol et détérioration à la suite de vol.

Les utilisateurs devront s'assurer pour les éventuels dommages occasionnés par la pratique de leur activité et les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

Article 3 – VOL

Le Conseil départemental, propriétaire de l'installation ou de l'équipement ne saurait être tenue responsable des vols commis pendant les horaires d'utilisation de la structure par les différents entités et ce dans le cadre des créneaux régulièrement attribués par l'autorité compétente.

Christian ASTRUC

Président du Conseil départemental
de Tarn-et-Garonne

RÈGLEMENT D'UTILISATION DES STRUCTURES ARTIFICIELLES D'ESCALADE

L'accès aux structures artificielles d'escalade (SAE) est réservé prioritairement aux collégiens pendant le temps scolaire. En dehors du temps scolaire, il peut être mis à la disposition de la Commune pour les associations sportives selon les conditions définies par convention avec le collège et le Département. La gestion peut également être confiée par convention à une fédération ou un opérateur spécialisé dans le domaine.

En utilisant ces installations lors de leurs séances, les professeurs, les éducateurs, les entraîneurs ou les cadres de clubs devront respecter et faire respecter le présent règlement :

LES CONTRÔLES ET REGLES DE SECURITE A RESPECTER

- ✓ La notice technique du constructeur fixe le nombre de grimpeurs encordés qui peuvent évoluer en même temps.
- ✓ Chaque encadrant doit se conformer aux règles d'encadrement qui sont fixées par la réglementation et disposer du niveau de formation et des diplômes requis pour cette spécialité.
- ✓ Le grimpeur et son encadrement doivent s'assurer que toutes les précautions sont prises pour leur sécurité : L'état des cordes et leur longueur, des baudriers, des dégaines, des mousquetons et le positionnement de la liaison des matelas de réception. Le matériel doit être conforme à la réglementation en vigueur (E.P.I norme C.E.)
- ✓ Chaque EPI doit être identifié, suivi, contrôlé régulièrement et inscrit au registre de sécurité. Les EPI réservés aux collèges ne peuvent faire l'objet d'une mise à disposition.

LES INTERDICTIONS

- ✓ La pratique de l'escalade sur le mur sans la présence d'un responsable encadrant.
- ✓ Le dépôt de tout objet sur le tapis de réception de chutes. Celui-ci doit rester libre et doit permettre de conserver une zone d'assurage dégagée.
- ✓ L'utilisation de la magnésie en poudre qui nuit au confort respiratoire et oculaire. Il est fortement conseillé d'utiliser la magnésie sous forme liquide.
- ✓ L'utilisation des marqueurs ou de la craie sur le mur (panneaux et prises)
- ✓ Le déplacement, le changement ou le rajout des prises sans une autorisation écrite du Département.
- ✓ La pose de toute affiche ou avis publicitaire.
- ✓ La consommation de nourriture et de boisson à l'exception de l'eau dans un contenant incassable.

LES PRECAUTIONS A PRENDRE

PENDANT L'UTILISATION DU MUR D'ESCALADE

- ✓ Vérifier systématiquement la chaîne d'assurage.
- ✓ Vérifier systématiquement l'encordement et sa procédure.
- ✓ Les grimpeurs non encordés doivent grimper en dessous de la ligne rouge à 3,10 mètres et pratiquer l'assurage par parade si nécessaire.
- ✓ Grimper toujours assuré et respecter les techniques d'assurage adaptées (moulinette, en tête, parade...)
- ✓ Rester vigilant pendant les manœuvres en hauteur (prise de moulinette, descente en rappel, relais)
- ✓ Dans les dévers et les voies en traversées, il est primordial de limiter les pendules en moulinette.
- ✓ Dans le relais, la corde doit être passée dans les deux mousquetons inversés ou l'anneau prévu à cet effet.

EN FIN DE SEANCE

- ✓ Respecter la procédure pour enlever la corde.
- ✓ Replacer les cordelettes de moulinette sur le mur.
- ✓ Le responsable du créneau doit veiller à laisser les installations et les équipements en bon ordre de marche pour l'utilisateur suivant.
- ✓ Tout constat de dégradation ou de détérioration d'un élément de la structure ou du matériel doit être signalé au gardien. En cas de doute le gardien stoppera l'activité dans la ou les zones concernées.
- ✓ Tout comportement ou attitude dangereuse fera l'objet d'une expulsion de l'équipement.

Vous partagez cet espace de loisirs : Soyez patients, conciliants et respectueux.

ANNEXE 6

Fiche-type : ÉTAT DES LIEUX ANNUEL DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS, PROPRIÉTÉS DU DÉPARTEMENT

(*) TBE : Très Bon Etat – BE : Bon Etat – EU : Etat d'Usagé – ME : Mauvais Etat - RAS : Rien A Signaler

ANNEXE 7

FICHE DE DÉFINITION DES NIVEAUX DE MAINTENANCE (source norme AFNOR)

ET

TABLEAU DE RÉPARTITION DES CHARGES DE MAINTENANCE DANS LE GYMNASSE DU COLLÈGE PIERRE BAYROU

RÉPARTITION DES CHARGES DE MAINTENANCE DANS LE GYMNASSE DU COLLÈGE Pierre BAYROU

DOMAINE	TYPE	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5
✦ MAINTENANCE COURANTE (petites réparations, réglages simples, dépannages...) ET ENTRETIEN COURANT [Niveau 1, 2 et 3] ✦ GROSSE MAINTENANCE (Travaux importants de maintenance corrective et Préventive / Réparation, reconstruction ou exécution de réparations importantes) [Niveau 4 et 5]						
Bâtiment	Intérieur	Ville	Ville	Ville	CD 82	CD 82
	Extérieur	Ville	Ville	Ville	CD 82	CD 82
Chauffage Ventilation	Contrat de maintenance : CD82 Déclenchement intervention : Ville	CD 82				
Electricité	(hors éclairage)	Ville	Ville	Ville	CD 82	CD 82
Éclairage	Relamping : <i>consiste à moderniser un système d'éclairage en remplaçant des lampes et sources lumineuses obsolètes et inappropriées</i>	Ville	Ville	Ville		
	Relamping, nécessitant une nacelle				CD 82	CD 82
Fluides et énergies	Contrats gaz, électricité, eau	Ville				
Plomberie	Fuite, incident, dégradation...	Ville	Ville	Ville	CD 82	CD 82
Sécurité Incendie	SSI	CD 82				
	ERP (Commission de sécurité)	CD 82				
Propreté Hygiène	Entretien et propreté des surfaces	Ville	Ville	Ville		
	Entretien espaces verts/espaces extérieurs	Ville	Ville	Ville		
	Évacuation des déchets	Ville	Ville	Ville		
	Présence de nuisible				CD 82	CD 82
	traitement et contrôle ECS (légionelle)				CD 82	CD 82
Vandalisme	Mesures conservatoires	Ville	Ville	Ville		

Porte plainte	Conseil départemental ou délégation à la commune	
Constat	Mairie ⇔	Avertir par mail le Conseil départemental Direction de l'Immobilier : depannage@ledepartement82.fr 05 67 05 51 76

FICHE DE DÉFINITION DES NIVEAUX DE MAINTENANCE (Source Norme AFNOR)

La norme propose un mode de classification des opérations de maintenance industrielle à 5 niveaux. Dans le domaine du bâtiment, la transposition est pertinente surtout pour les équipements techniques. Ci-dessous, est reproduit le classement des opérations de maintenance par J. Perret dans son Guide de la maintenance des bâtiments. Ce classement est basé sur la norme AFNOR.

1^{er} NIVEAU

Réglages simples prévus par le constructeur, au moyen d'organes accessibles, sans aucun démontage ou ouverture de l'équipement ou échange d'éléments accessibles en toute sécurité (voyants, fusibles).

2^{ème} NIVEAU

Dépannage par échange standard et opérations mineures de maintenance préventive (exemple : graissage, contrôle de bon fonctionnement).

3^{ème} NIVEAU

Réparations mineures, opérations courantes de maintenance préventive (réglage, réalignement, appareils de mesure). Identification et diagnostic des pannes. Réparation par échange, réparation mineure.

4^{ème} NIVEAU

Travaux importants de maintenance corrective et préventive, à l'exception de la rénovation et de la reconstruction.

5^{ème} NIVEAU

Réparation, reconstruction ou exécution de réparations importantes.

« La "maintenance courante" correspond, peu ou prou, aux 3 premiers niveaux de la norme AFNOR, la "grosse maintenance" aux 4^{ème} et 5^{ème} niveaux. »

ANNEXE 8

Liste des associations autorisées par le conseil départemental 82

LISTE DES ASSOCIATIONS AUTORISÉES PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL 82

NOM CLUB ou ASSOCIATION	CONTACT
BADMINTON CLUB	M. LECOUBE 06 45 65 16 08
DOUX EFFORTS - YOTAÏPI	Mme BOYÉ Martine 06 02 31 75 93
HORIZONFORME	Nathalie 06 23 83 33 46 E-mail : horizonforme.assoc@laposte.net
INSPIRATION (Danse)	Mme MAYNARD Audrey 06 85 65 45 49 E-mail : inspirations.danse@yahoo.fr
JUDO	M. CHABI 06 03 01 18 11
KARATE JJB FIGHT CLUB	M. GOUZIEN 07 82 50 11 64 E-mail : karatejjb82@gmail.com
LES 3 ROCS (SECTION TAI-CHI)	Mme BOISSON 05 63 68 24 29
QUERCY GRIMPE	Mme MONTANE Richard 06 66 34 51 85 E-mail : quercygrimpe@hotmail.fr
SAAC (SAINT ANTONIN AÏKIDO CLUB)	MULET Nathalie 06 51 83 15 37 ou PINCZON DU SEL Delphine 06 88 86 09 55 ou PAGÈS Isabelle 06 75 91 93 48.
SPORT SANTÉ ST ANTONIN	Mme MARTINEZ Marie-Anne 05 63 67 16 32 ou 06 87 13 39 89
TENNIS CLUB	M. TYACK 05 63 68 24 12 E-mail : tennis.stanto@laposte.net

YOGA ENERGIE DETENTE (Yoga d'inspiration tibétaine)	Mme MALHERBE Véronique 06 33 74 75 72
TAKADIMI Activités socioculturelles, éducatives et artistiques (éveil musical, théâtre)	Animatrice : Julie TAILLEFER 06 24 64 79 77
OASIS (Yoga, anglais, théâtre)	Mme SHAMASH Rachel 05 63 24 07 34
Centre de loisirs CCQRGA (Périscolaire)	Animatrices : Sophie VANHOVE et Manon VIDAILLAC

Tout nouveau utilisateur devra être présenté à l'agrément du Département au préalable.